Courrier de l'Acat
Juin 1994 - N° 146
TL 1619

Timor oriental

Fabienne Taupiac

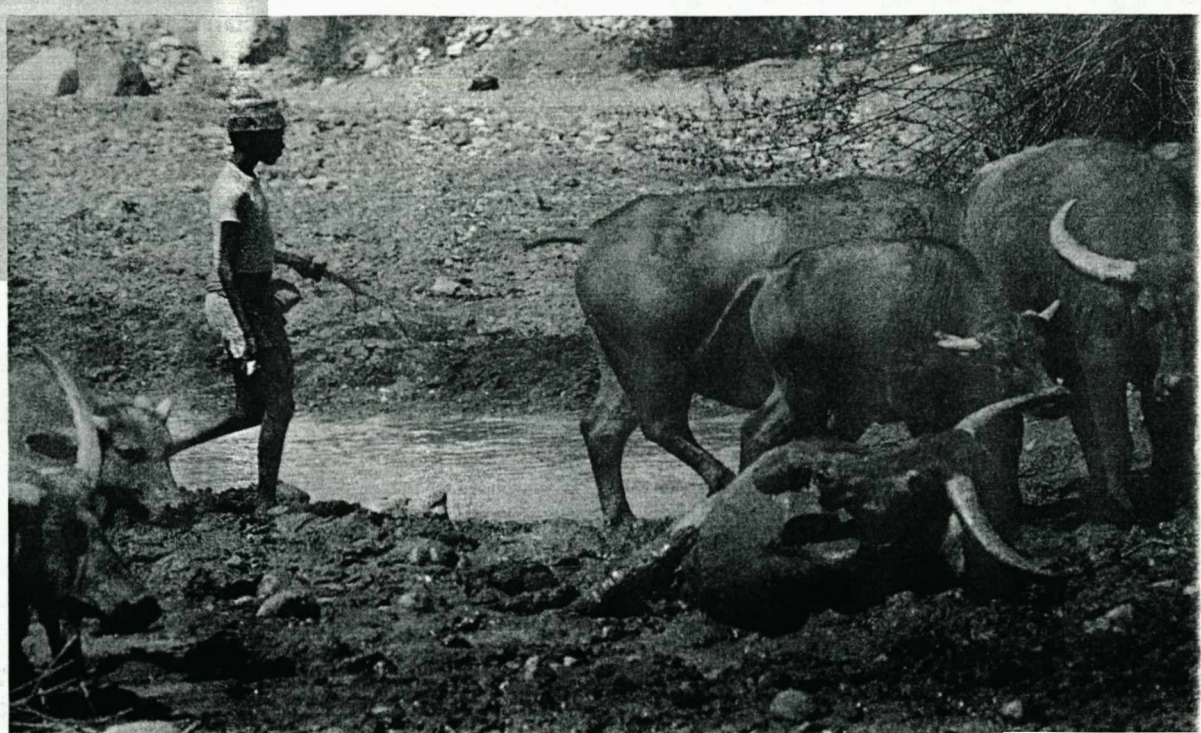
Ni une prise de position sur le statut politique du Timor Oriental, ni un soutien, ni une condamnation de ceux qui réclament l'indépendance du territoire...

Mais un simple regard pour entrevoir la situation dans cette île du bout du monde, tristement célèbre parmi ceux qui se mobilisent pour le respect des droits de l'homme.

Des images du quotidien

«Timor oriental est comme un camp de concentration dont le Gouverneur est le commandant et l'Évêque, l'aumônier de la prison. En cheminant le long des rues de Dili, la capitale de cette moitié d'île lointaine, le visiteur sent une inquiétude presque impalpable. Quelques timorais nous regardent timidement dans l'espoir de nous vendre des cigarettes ou des bâtonnets de bois de santal, mais ils n'osent rien dire qui puisse susciter une conversation. Il y a trop d'yeux à nous observer, des yeux étrangers principalement, ceux des «transmigrants» de Bali, Sumatra et Java, mais aussi ceux de leurs propres voisins qui ont succombé à la pression des occupants (...). La confiance est un sentiment rare, qui est lentement annihilé, tout comme le peuple et la culture de Timor Oriental l'ont été depuis l'invasion par les indonésiens en 1975.»(1)

Après deux mois passés au Timor Oriental (août et septembre 93), un étudiant genevois déclare : *«J'ai reçu l'interdiction de photographier la pauvreté, les militaires et les cimetières, sous peine d'expulsion. Tous les trois kilomètres, il y a un*



Le buffle avait une place prépondérante dans la vie sociale timoraise. Preuve de l'opulence et du rang de son propriétaire, il était sacrifié dans les grandes occasions: mariages, funérailles. La guerre a largement décimé les troupeaux.

© Honorin / Gamma

Timor Oriental :
A quelques 500 km de la côte nord de l'Australie - 19 000 km2 (32 300 km2 pour l'île de Timor) - environ 650 000 habitants. Au moins 34 personnes dans les couloirs de la mort en 1992.

cimetière. A côté de certains, on peut même distinguer les restes d'un village brûlé.»

Un chrétien japonais ajoute «*Au cimetière, un regard sur les pierres tombales indique que les familles ont perdu plusieurs membres dans l'intervalle d'une ou deux années. En chemin vers Zumalai, j'ai vu aussi «la vallée du génocide». C'est le site sur lequel 300 personnes suspectes d'appartenance au FRETILIN (2) furent enchaînées les unes aux autres et abattues par les troupes indonésiennes en 1978.*»

Dans sa correspondance adressée à un ami à l'étranger, Mgr BELO, administrateur apostolique de Dili, décrit sa journée du 5 septembre 1993, date de la visite de représentants du Congrès américain : «*Tôt dans la journée les militaires ont pris des mesures pour éviter toute espèce de manifestation des jeunes. A 6 heures du matin nous avons célébré la messe. (...) Il y avait environ une centaine de jeunes. (...) Le problème était que la maison était assiégée par les soldats, la police et ses indicateurs, en tout 200 personnes environ. Après une longue discussion avec les jeunes, j'ai décidé de les emmener personnellement dans un camion et de les laisser près de leurs maisons respectives. De cette manière, il n'y avait pas de manifestation. Le lendemain, 6 septembre, les soldats les ont tous arrêtés : ils n'avaient même pas manifesté devant les membres du Congrès et pourtant ils ont été battus et torturés de manière barbare.*».

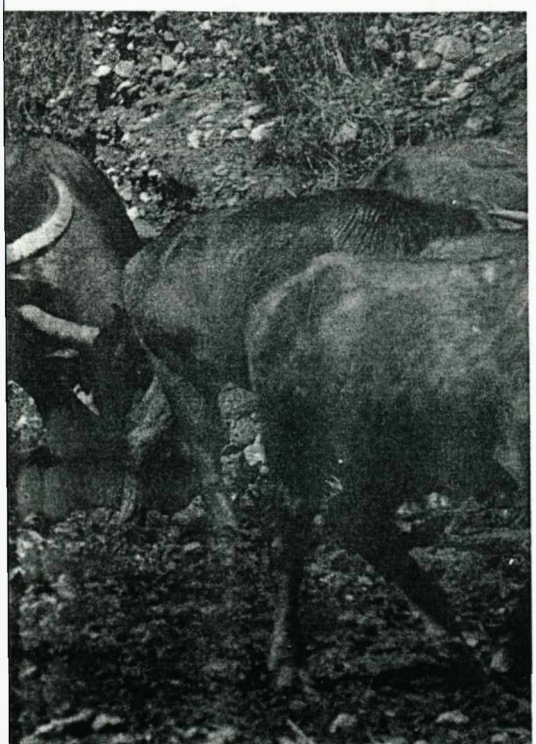
Dans une lettre du 16 septembre il insiste : «*Nous vivons dans un climat de terreur et d'oppression. Les Indonésiens disent qu'ils ont déjà retiré des bataillons de Timor Oriental, mais ce n'est pas vrai. Au contraire, ils sont en train d'augmenter la présence militaire partout sur le territoire.*».

Des oeillets au Portugal et tout bascule au Timor Oriental

Pour comprendre ce qui est arrivé, il convient de regarder une vingtaine d'années en arrière en direction du Portugal. Le 25 avril 1974, les Officiers putschistes entrent à Lisbonne accompagnés par une foule enthousiaste qui leur tend des brassées d'oeillets. C'est à ce moment là que tout change du côté des Timorais.

Jusqu'à cette date, l'histoire de Timor Oriental est celle de la colonie portugaise la plus lointaine, la moins accessible et la plus délaissée. Découverte par les Portugais au 16ème siècle, l'île, riche en bois de santal, est rapidement convoitée par les Hollandais. Après une série de batailles, Timor est définitivement divisée politiquement et culturellement : d'une part Timor Occidental, hollandais, majoritairement protestant, qui deviendra une partie de la République d'Indonésie après l'indépendance, et d'autre part Timor Oriental, avec une population majoritairement indigène qui pratique un mélange de catholicisme et d'animisme, sauf dans les villes où les Métis et quelques Blancs sont de fervents catholiques et parlent le portugais.

La colonie sert de «placard» à Lisbonne qui y envoie tous ses sujets indésirables depuis les détenus jusqu'aux opposants politiques. Force est de constater que le territoire est laissé à l'abandon. En 1960, seulement 2% des enfants timorais reçoivent une instruction primaire. Au début des années 70, la malaria touche encore



Indonésie

180 000 000 habitants dont les 2/3 concentrés sur l'île de Java
1er pays musulman au monde (80% de sa population)
colonie hollandaise indépendante en 1945
1965 : coup d'État militaire suivi d'un gigantesque massacre
1967 : prise du pouvoir par le Général Suharto (président actuel)
La France est le deuxième pourvoyeur d'aide financière (loin derrière le Japon).

«On me demande une minute de silence pour le peuple Timorais, *pas même pour une minute je n'accepterais de me taire.»*
F. Sylvan
Poète Timorais

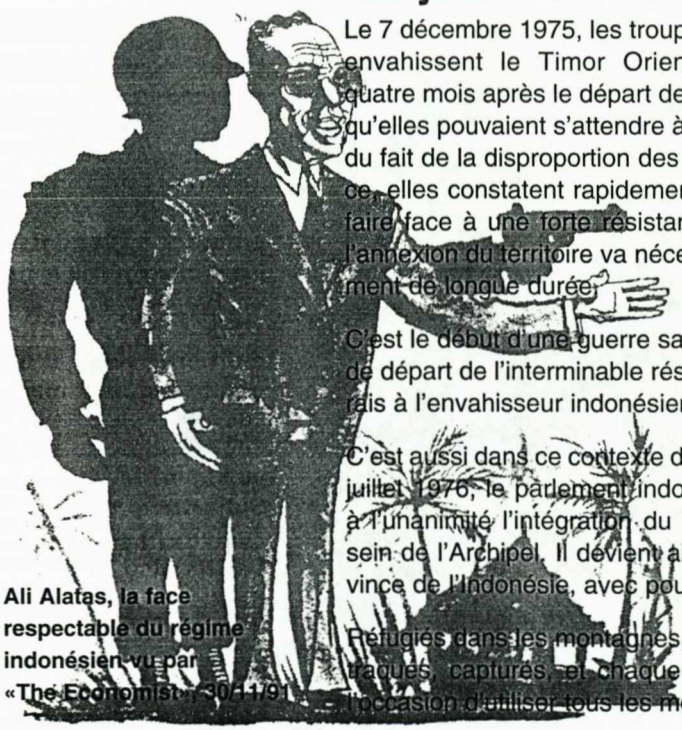
au moins 15% de la population, les maladies vénériennes se propagent à un rythme alarmant et le taux de tuberculose est parmi les plus élevés du monde.

La «révolution des oeillets» en métropole provoque rapidement des remous dans la colonie. Ses petits groupes de réflexion clandestins se transforment en véritables mouvements politiques.

Alors que le ministre des Affaires étrangères indonésien déclare en juin 1974 que «*toute nation, sans excepter le peuple de Timor, a droit à l'indépendance de son pays*», l'Australie de son côté affirme «*(qu') un Timor Oriental indépendant ne serait pas un État viable et serait une menace potentielle dans la région*» (3). Prise de position qui est loin de déplaire aux militaires indonésiens.

Ainsi, devant l'abandon de la colonie par le Portugal et la perspective de son annexion par l'Indonésie, les deux principaux partis timorais soutiennent formellement et conjointement l'objectif de l'indépendance. Mais, sous la pression et la propagande indonésienne, ils se déchirent lors d'une courte guerre civile (d'août à septembre 1975) qui porte au pouvoir le Front Révolutionnaire pour un Timor Est Indépendant, connu sous le nom de FRETILIN. Composé d'une majorité de catholiques et d'une minorité marxiste active, il administre le territoire (puisque l'autorité coloniale est partie) en bénéficiant du soutien de la population.

Décembre 1975, les jeux sont faits



Ali Alatas, la face respectable du régime indonésien vu par «The Economist», 30-1-91

Le 7 décembre 1975, les troupes indonésiennes envahissent le Timor Oriental, soit environ quatre mois après le départ des Portugais. Alors qu'elles pouvaient s'attendre à un succès rapide du fait de la disproportion des forces en présence, elles constatent rapidement qu'elles doivent faire face à une forte résistance armée et que l'annexion du territoire va nécessiter un engagement de longue durée.

C'est le début d'une guerre sanglante et le point de départ de l'interminable résistance des Timorais à l'envahisseur indonésien.

C'est aussi dans ce contexte de guerre que le 15 juillet 1976, le parlement indonésien «accepte» à l'unanimité l'intégration du Timor Oriental au sein de l'Archipel. Il devient ainsi la 27ème province de l'Indonésie, avec pour capitale Dili.

Réfugiés dans les montagnes, les Timorais sont traqués, capturés, et chaque interrogatoire est l'occasion d'utiliser tous les moyens possibles, y compris les plus violents et les plus macabres pour obtenir des informations sur la résistance armée, les FALINTIL (Forces de Libération Nationales de Timor Est). Les populations civiles sont regroupées dans des camps situés le long des routes stratégiques ou dans les plaines côtières impaludées. Les personnes internées ne sont pas autorisées à s'éloigner de plus de quelques centaines de mètres du périmètre des baraquements, ce qui les empêche de mettre suffisamment de terre en culture pour assurer leur subsistance.

Par conséquent, aux pertes dues à la violence du conflit armé, s'ajoutent celles provoquées par deux vagues de famine en 1979-80 et 1982-83 ainsi que celles engendrées par les maladies contagieuses et les conditions d'hygiène déplorables. Le taux de mortalité atteint couramment 1% par mois.

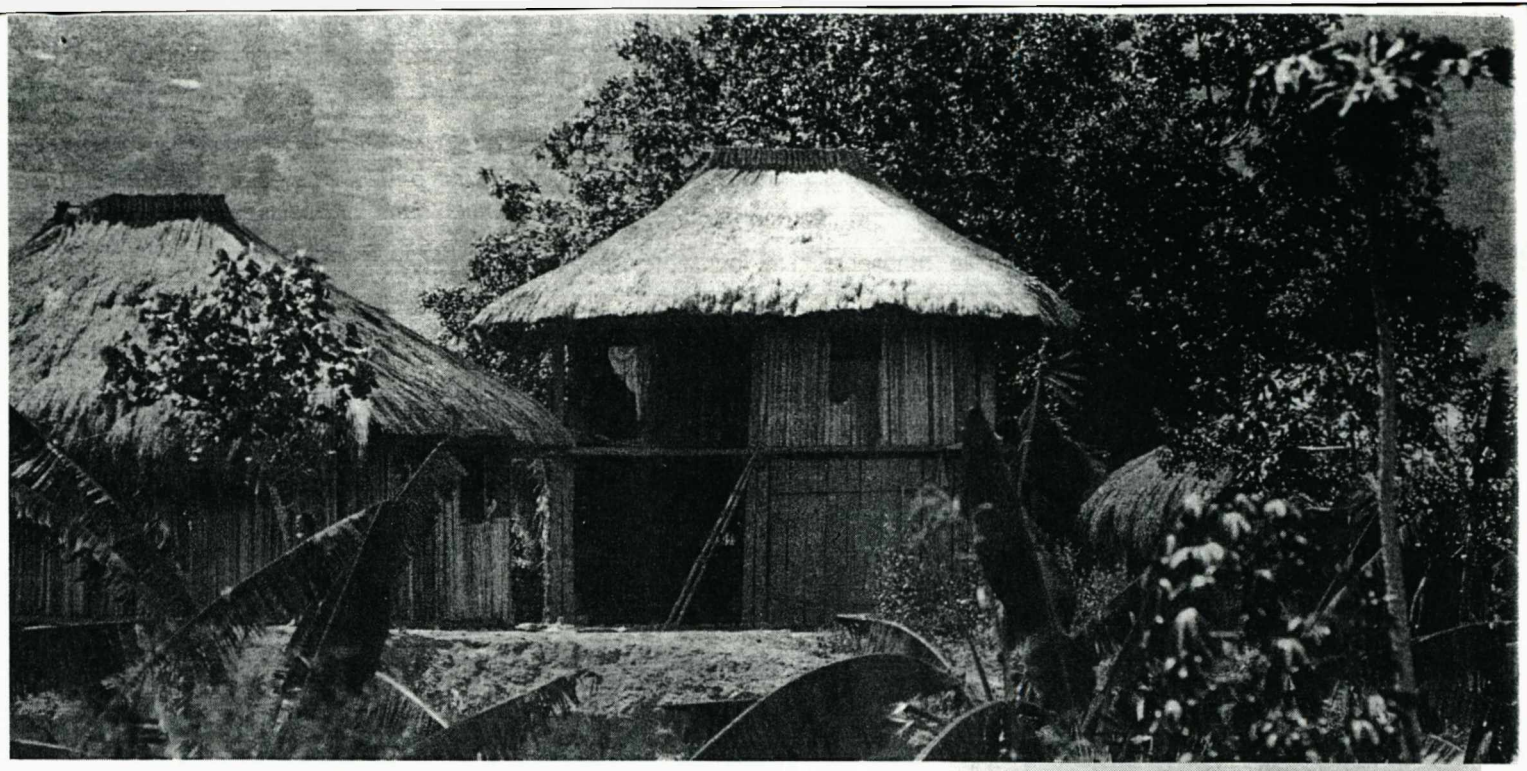
En novembre 1977, un prêtre de Dili parvient à faire passer ce message au Portugal : «*La barbarie, la cruauté, les pillages, les destructions inqualifiables, les exécutions sans raison, en un mot l' «enfer organisé» a profondément pris racine à Timor. L'insécurité est complète et la terreur de l'emprisonnement arbitraire est notre pain quotidien (je suis maintenant sur la liste des «persona non grata» et je peux disparaître à n'importe quel moment).*».

Assimiler à tout prix

Pendant 14 ans, alors que le territoire est complètement verrouillé et sous le coup d'une censure systématique, le conflit rebondit d'opérations militaires indonésiennes en contre-attaques de la résistance timoraise, sans parvenir à un quelconque aboutissement.

Les comptages effectués tant par les Indonésiens que par l'Église catholique permettent de considérer qu'entre 200 000 et 300 000 personnes ont péri, soit un Timorais sur trois. «*Naturellement, beaucoup meurent aussi du côté des Indonésiens*» admet un prêtre timorais dans l'une de ses lettres clandestines, mais les chiffres demeurent inconnus.

En dehors des menaces et de la violence, des moyens plus pacifiques sont utilisés pour renforcer l'emprise du pouvoir indonésien. Par exemple, la mise en place d'un solide programme de planning familial se traduit notamment par des injections contraceptives en grand nombre, très souvent présentées comme «des vaccins contre le tétanos». Paradoxalement, parce que de l'avis du Ministère de la Main d'œuvre et de la Transmigration il est «*impossible de développer cette vaste province avec le petit nombre de gens qui y vivent*», en 1980 est lancé un vaste programme de transfert de familles indonésiennes musulmanes vers Timor Oriental. Ces



© Honorin / Gamma

Habitat traditionnel. L'apparence des maisons correspond a une représentation symbolique de l'espace : un partage entre le sacré (partie inférieure et supérieure) et le séculier (partie centrale). L'invasion indonésienne a donné naissance à la construction de camps de regroupement.

«transmigrants» bénéficient d'un traitement préférentiel dans les bureaux de l'administration et les hôpitaux. Dans les écoles, la plupart des maîtres sont des Indonésiens musulmans : l'enseignement est dispensé en langue indonésienne et basé sur les principes du nationalisme indonésien. Plus récemment, en 1991 une loi agraire interdit à tout citoyen «étranger» de posséder de la terre à Timor Est. Il s'ensuit que si les Timorais ne demandent pas la nationalité indonésienne, ils risquent de perdre tout droit sur les terres qu'ils cultivent.

Toutefois, il faut reconnaître que depuis l'arrivée des Indonésiens, beaucoup d'argent a été dépensé pour développer l'agriculture, l'industrie, le réseau routier, les communications et les équipements éducatifs et médicaux. Le taux d'analphabétisme qui plafonnait à 92% en 1975 est tombé à 20%.

Mais ces bénéfices matériels peuvent-ils compenser les exactions commises et l'atmosphère de terreur quotidienne ?

De l'Indonésie à l'indo-amnésie ?

Le 22 décembre 1975 (15 jours après l'invasion), le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la première résolution qui demande à tous les États de respecter le droit du peuple timorais à l'autodétermination, au Gouvernement indonésien de retirer sans délai ses troupes, au Portugal d'assurer son rôle de Puissance administrante du territoire, et l'envoi d'urgence d'un représentant spécial pour évaluer la situation. Chaque année, jusqu'en 1982, l'Assemblée Générale des Nations Unies adopte une résolution favorable à l'autodétermination du Timor Oriental. Elles sont toutes aussi inefficaces étant donné le refus de l'Indonésie et la passivité des États.

A l'exception de quelques réactions frileuses, les attitudes de la communauté internationale vont du silence et de l'indifférence au soutien fidèle à l'Indonésie (le plus souvent par intérêt économique). L'exemple le plus frappant est celui du Gouvernement australien qui finit par reconnaître, en janvier 1978, la souveraineté indonésienne sur le territoire.

Et pourtant, «*le génocide barbare d'un peuple innocent continue, apparemment dans la paix complète des consciences*», écrit un missionnaire en octobre 1977. Un autre courrier clandestin confirme : «*Le génocide est pour bientôt. Le drame est que le monde nous ignore.*».

Novembre 1991 : le monde découvre l'enfer

Il est vrai que jusqu'à cette date tragique les événements de Timor Oriental sont oubliés des média ; les États qui détiennent une force au niveau mondial sont tous atteints d'amnésie.

Chaque visite étrangère est donc pour les Timorais une occasion d'alerter le reste du monde sur leur détresse. Lors de la venue du Pape Jean-Paul II en octobre 1989, puis celle de l'ambassadeur des États-Unis en janvier 1990, la résistance timoraise n'hésite pas à manifester pacifiquement contre l'oppression indonésienne. De même le 12 novembre 1991, alors que le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture et quelques journalistes sont présents à Dili, la population forme un cortège funèbre à la mémoire d'un jeune nationaliste abattu quelques jours auparavant. Sous les yeux des reporters étrangers, l'armée ouvre le feu sur la foule. Bilan :

Ce regard fait écho à la campagne «4 mois pour Timor Est» lancée à l'initiative d'Agir pour Timor et de Peuples Solidaires.

Pour tout renseignement (bulletin, affiche, actions locales) contacter :
PEUPLES SOLIDAIRES
Jean-François Labolle
17 Place de l'Argonne,
75019 Paris. Tél : 40.35.17.28
Fax : 42.09.66.66.

plus de 200 tués, autant de disparus et plusieurs centaines de blessés (films et photos à l'appui).

De toutes parts, des réactions officielles condamnent le massacre. De leur côté, les media font découvrir au monde l'enfer de Timor et même la presse indonésienne ose titrer sur «la tragédie de Dili» et poser la question du coût de l'intégration. Indignée, la communauté internationale pousse le Gouvernement indonésien à ouvrir une enquête. Plus sensibles encore sont les décisions néerlandaises, canadiennes et danoises de suspendre leur aide financière, ou tout au moins de la lier au respect des droits de l'homme au Timor Oriental.

Pour la première fois depuis seize ans, le problème timorais, porté sur la scène mondiale, gêne l'Indonésie dans son développement économique.

L'Église s'engage

Mais ces prises de position n'empêchent pas le régime Suharto d'intensifier la répression, de torturer et d'emprisonner. C'est dans ce climat de tension que le 20 novembre 1992, Xanana Gusmão, chef de la résistance timoraise, est capturé, détenu au secret puis condamné à vingt ans de détention.

Avant son arrestation, il avait écrit : «*L'Église catholique de Timor Oriental a joué un rôle moral essentiel dans la résistance populaire. Cette action presque invisible est profondément appréciée par notre peuple parce qu'elle soutient notre résistance...*».

Si aujourd'hui 90% de Timor Oriental est catholique, cette proportion n'était que de 30% au moment de l'invasion indonésienne. La décision de l'Église de se tenir du côté du peuple assujetti et d'en appeler au reste du monde pour que la justice soit respectée a eu comme résultat une remarquable augmentation du nombre des chrétiens. Dans son cauchemar, le peuple timorais trouve refuge et soutien auprès du clergé. Celui-ci, avec à sa tête Mgr Belo (directement placé sous l'autorité de Rome), s'engage en dépit des représailles encourues. Sa déception est grande devant les hésitations du Vatican à prendre une position claire : «*Ce fut peut-être pour nous le coup le plus dur. Ce silence qui semblait admettre que nous allions mourir abandonnés, nous a plongés dans la stupeur*». Mais la solidarité timoraise est plus forte et, en février 1989, Mgr Belo adresse une lettre au Secrétaire Général des Nations Unies pour lui exprimer la position de l'Eglise locale : «*Quant à nous, peuple de Timor, nous pensons que nous devons être entendus sur le destin de notre pays. (...) Je viens vous demander de mettre en route à Timor le processus de décolonisation le plus normal et démocratique qui est la réalisation d'un référendum. Le peuple de Timor doit pouvoir exprimer son opinion sur son avenir.*»

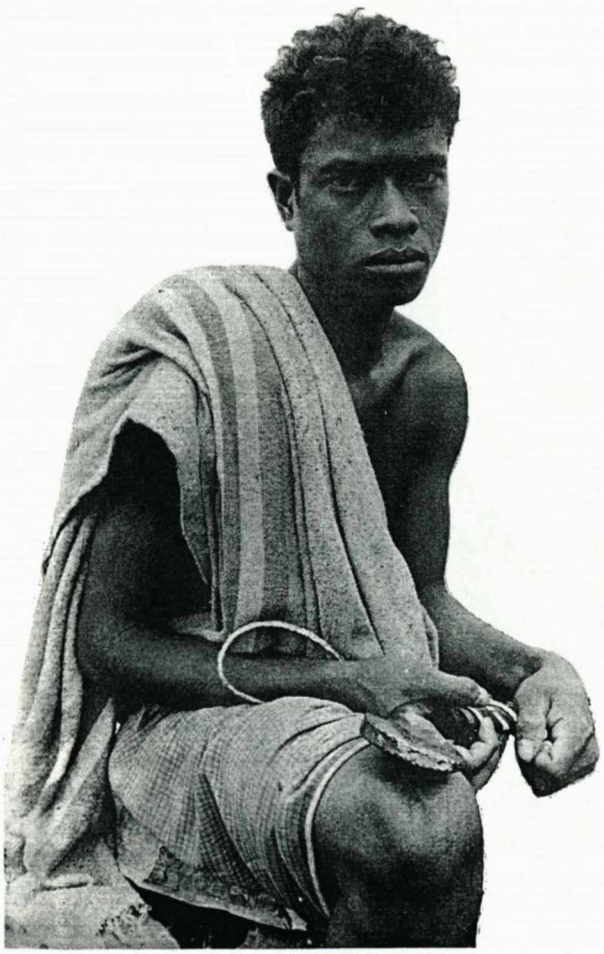
Par leur travail pastoral, les prêtres sont considérés comme anti-gouvernementaux. Régulièrement harcelé, l'un d'eux déclare : «*C'est vraiment difficile d'être chrétien à Timor Oriental ; je sais très bien que je dois aimer mes ennemis, mais jusqu'à présent nous avons dû subir une haine et des souffrances terribles. Maintenant, il est au-dessus de nos forces de nous accommoder des troupes indonésiennes.*».

Plus récemment, lors d'une interview en septembre 1993, Mgr Belo réaffirme : «*la foi catholique pour les gens est un symbole d'unité, c'est une façon d'exprimer qu'ils sont Timorais.*».

Une note d'espoir

Dans le cadre des rencontres entre le Portugal et l'Indonésie, qui ont débuté en avril 1993, les Nations Unies ont décidé de consulter toutes les parties concernées. Une délégation s'est donc rendue à Lisbonne, Jakarta et Timor Oriental pour préparer les pourparlers de paix du mois de mai 1994 à Genève. ●

1 Notes de voyage d'une étrangère en visite à Timor, journal portugais EXPRESSO, septembre 1993.
2 Front Révolutionnaire pour un Timor Est Indépendant (voir précisions dans la suite de l'article).
3 Déclaration du premier ministre australien Gough WHITLAM lors de sa visite à Jakarta en septembre 1974.



© Tweedie / SIPA PRESS

Sources

EGLISES D'ASIE
n° 164 document annexe
dossiers et documents
n° 9/92, supplément EDA 143
JE SUIS TIMORAIS
document disponible
à l'ACAT
LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL
n°81 - septembre 1993
L'INDONESIE ET SON NOUVEL ORDRE
archipel 46 - 1993
TIMOR EST, LE GENOCIDE OUBLIE
Gabriel Defert
L'harmattan, 1992
TIMOR INFORMATIONS
parutions 1993 et 1994